

LA CONFERENCE DE MOSCOU (Suite).
comporte le chômage, les crises, les faillites, les troubles sociaux, la misère pour les grandes masses)? Les peuples peuvent-ils espérer qu'au moins leur sang ne sera plus versé?

Non! Tout d'abord l'effondrement de l'Allemagne poserait la question, fondamentale pour les alliés, du régime de propriété en URSS. Pour ouvrir l'URSS à l'exploitation capitaliste et pour se partager la dépouille de l'Europe, Churchill et Roosevelt n'hésiteraient pas, dans des circonstances favorables, de régler son sort à l'Union Soviétique, actuellement victorieuse, mais qui saigne par tant de blessures!

Ensuite, en admettant même que l'équilibre envisagé à Moscou soit valable après la défaite de l'impérialisme allemand, la continuation du conflit en Extrême-Orient, lequel englobe, avec les Indes, plus d'un milliard d'hommes, changera obligatoirement le rapport de forces mondial entre les partenaires de Moscou et rendra de toute façon caduque leur entente d'aujourd'hui.

Dans ces conditions, l'effondrement de l'Allemagne dans un monde capitaliste déchiré par de terribles rivalités économiques et politiques, ne peut être qu'un épisode de paix conduisant à de nouvelles guerres.

En réalité, l'entente de Moscou, basée sur le rapport de forces actuel, sur les circonstances sociales et politiques actuelles, est appelée, dans un monde où les changements sociaux et politiques sont brusques, puissants et bouleversent tout, à jouer le même rôle misérable que tous les précédents accords entre gouvernements: franchir l'étape présente du conflit dans un sens déterminé avec des partenaires déterminés, et tromper ignominieusement les peuples.

Passons aux artifices de la tromperie. En entendant les solutions proposées par la Conférence de Moscou concernant "l'après-guerre", on se croirait en 1919 quand fut élaboré le traité de Versailles et non pas en 1943, après quatre ans du deuxième conflit mondial, que le traité de Versailles se proposait d'empêcher à tout jamais: "désarmement des puissances ennemies, démembrement de l'Allemagne (indépendance de l'Autriche), sécurité collective, limitation des armements"!!! Mais la Société des Nations avait déjà essayé de réaliser la "sécurité collective" (impérialiste). Le traité de Versailles avait stipulé qu'"après le désarmement de l'Allemagne il serait procédé à une réduction générale des armements (fardeau sous lequel ploient les peuples en temps de paix). Cette conférence se réunit en 1927 et après 6 ans de parlottes elle dut quitter le devant de la scène d'où elle avait amusé pendant si longtemps les peuples, et découvrit brutalement les fiévreux travaux de réarmement entrepris par tous les pays derrière les conférences, sous-conférences, discussions techniques et plans humanitaires. L'ère de la course aux armements était ouverte et elle mena au deuxième conflit impérialiste mondial.

D'autres mensonges, comme le "rétablissement de la démocratie en Italie" (par ceux-là même qui l'ont laissé assassiner en Espagne), la "coopération et l'égalité internationale de toutes les puissances amies des libertés" (sic), ne méritent même pas de commentaires dans un journal ouvrier. Si des balivernes pareilles ne nous ont encore trouvé crédit parmi les travailleurs conscients, il faudrait vraiment désespérer de l'avenir socialiste de l'humanité.

Mais c'est la participation de l'URSS à la conférence, nous dira un enthousiaste de la politique stalinienne, qui lui donne un sens spécial et qui est une garantie pour les peuples engagés dans le conflit.

Une garantie pour les peuples? Mais toute la politique de Staline surtout depuis le pacte Laval-Staline (1935), est une garantie pour la bourgeoisie et non pas pour les exploités. Staline a payé le pacte franco-soviétique par la reconnaissance de la "défense nationale" française (soumission du prolétariat à la bourgeoisie pendant la guerre). Il a payé le pacte germano-russe de 1939 par l'agitation en faveur de la paix immédiate avec Hitler (lettre des députés communistes à Herriot). L'actuelle rencontre de Moscou a été préparée par le désaveu public de l'Internationale (détruite

en fait depuis longtemps). A l'intérieur, Staline a rétabli le corps des officiers, avec ses prérogatives de caste et le privilège de l'Eglise orthodoxe.

Qu'un gouvernement ouvrier soit obligé de s'entendre avec les capitalistes, cela peut arriver. Mais participer à leurs tromperies, tenir le même langage qu'eux, instaurer les mêmes procédés de diplomatie secrète et de bourrage de crâne, cela ne peut être que le fait d'une bureaucratie ouvrière pourrie et contre-révolutionnaire. Toute la politique de celle-ci vise à écarter le prolétariat de la vie politique, alors que ce n'est que le prolétariat qui peut sauver l'URSS par la Révolution socialiste, et la Révolution socialiste c'est justement l'irruption des masses sur la scène politique.

Les ouvriers conscients ne se font pas d'illusions sur la conférence de Moscou. Le sort de l'URSS et des ouvriers de tous les pays sera en définitive réglé non par des marchandages secrets (secrets pour les exploités), mais par les victoires de l'Armée Rouge et des prolétaires d'Europe sur leurs propres exploiters. Cette victoire sera proche le jour où les exploités, cessant de lier leur sort aux fronts capitalistes qui séparent les ouvriers de tous les pays, opposeront à la bourgeoisie le front mondial uni de tous les travailleurs.

PROPOS DE L'OUVRIER (Suite).

Les syndicats sont appelés à défendre et à améliorer les conditions économiques des travailleurs. Pour qu'ils remplissent ce rôle, il faut donc qu'ils soient ouverts à tous les travailleurs, sans aucune distinction de couleur politique, de race ou de religion. Or, en Afrique du Nord, il y a des millions de travailleurs (indigènes) et seule une petite minorité privilégiée de travailleurs blancs participe à la vie syndicale. D'autre part, les syndicats autorisés en Afrique du Nord doivent appuyer la politique guerrière de de Gaulle, tout comme les syndicats de SO-10 devaient appuyer Dauladier. Nous savons que dans ces conditions, le syndicat est beaucoup plus un instrument entre les mains de la bourgeoisie, qu'un moyen de défense économique aux mains du prolétariat.

Les alliés promettent de restaurer les libertés dans les pays asservis par l'impérialisme allemand. Mais aux Etats-Unis, une législation sclérotée a enlevé aux syndicats tout moyen légal de déclencher une grève, et ces jours-ci encore 650.000 grévistes mineurs ont reçu l'ordre de reprendre le travail, sous peine de l'intervention de l'armée. . . .

En Amérique, 500.000 mineurs se sont mis en grève pour une augmentation des salaires et des congés. Avec l'appareil de production le plus puissant du monde et sans subir de bombardements, la bourgeoisie américaine n'est pas capable d'assurer une vie normale, sans conflits, à ses propres travailleurs. Bien au contraire, on dresse dès maintenant les statistiques des ouvriers que le chômage attend après la cessation du conflit impérialiste. Les Etats-Unis, qui comptaient 13.000.000 de chômeurs avant le présent conflit, ne pensent pas pouvoir réduire ce nombre à moins de 10.000.000, après la victoire (c'est-à-dire, malgré les souffrances infligées aux autres peuples).

En même temps, aux Indes, des millions d'hommes meurent de faim: la radio de Londres est obligée d'en faire l'aveu...

Et ce sont ces capitalistes, enrichis sur le dos des peuples, qui doivent ramener la prospérité sur le continent européen dévasté? Si les méthodes capitalistes sont les plus excellentes pour le pillage, elles sont impuissantes contre la misère. Il est grand temps que le prolétariat lève son poing de fer et batte la domination de la bourgeoisie, pour reconstruire l'économie européenne selon les méthodes de l'économie planifiée, dont l'URSS nous a prouvé la valeur.

2 Novembre. Morts pour la France? Morts pour l'Allemagne? Morts pour l'Angleterre? Morts pour l'Italie? Morts pour les "patries"? NON. MORTS POUR LES CAPITALISTES!